



Carré Vert  
45 rue Kléber  
92300 Levallois-Perret

# Centre de formation d'ingénieurs par l'apprentissage (CEFIPA)

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **Centre de formation d'ingénieurs par l'apprentissage (CEFIPA)**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 93 Boulevard de la Seine 92000 Nanterre

SIREN : 409 003 423

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Centre de formation d'ingénieurs par l'apprentissage,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CEFIPA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 5.1 Les charges » en page 12 de l'annexe des comptes annuels qui expose la nouvelle méthodologie de reversement des fonds de l'apprentissage aux écoles qui dispensent les formations.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 23 juin 2025

DocuSigned by:  
**EUSTACHE Jérôme**  
3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

## 1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

CEFIPA : Bilan Actif au 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	578 635	415 965	162 670	160 051
Immobilisations incorporelles en cours				13 457
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 662 886	2 168 535	494 351	788 552
Autres immobilisations corporelles	9 964 370	7 022 226	2 942 144	3 540 387
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>Total I</b>	<b>13 205 890</b>	<b>9 606 725</b>	<b>3 599 165</b>	<b>4 502 447</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	873 403		873 403	3 117 626
Autres	5 896 633		5 896 633	2 002 045
Disponibilités	2 202 513		2 202 513	895 789
Charges constatées d'avance				34 876
<b>Total II</b>	<b>8 972 549</b>		<b>8 972 549</b>	<b>6 050 336</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>22 178 439</b>	<b>9 606 725</b>	<b>12 571 713</b>	<b>10 552 783</b>

## CEFIPA : Bilan Passif au 31/12/2024

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	1 105 461	805 461
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 105 461	805 461
Autres		
Report à nouveau	866 801	1 015 822
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 309	150 979
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 952 954</b>	<b>1 972 262</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 839 502	3 700 441
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>4 792 456</b>	<b>5 672 704</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIEES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	37 624	4 892
<b>Total II</b>	<b>37 624</b>	<b>4 892</b>
<b>PROVISIONS</b>		
<b>Total III</b>		
<b>DETTES</b>		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 306 073	3 801 260
Dettes fiscales et sociales	3 531	5 661
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	49 800	81 522
Autres dettes	122 682	83 490
Produits constatés d'avance	1 259 547	903 254
<b>Total IV</b>	<b>7 741 633</b>	<b>4 875 187</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>12 571 713</b>	<b>10 552 783</b>

**CEFIPA : Compte de résultat au 31/12/2024**

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice 2024</b>	<b>Exercice 2023</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de service	6 369 457	6 612 374
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	739 879	736 677
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	4 007	
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Autres produits	13	4
<b>Total I</b>	<b>7 113 356</b>	<b>7 349 056</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	6 838 030	7 043 999
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 226 692	1 259 666
Dotations aux provisions		4 007
Reports en fonds dédiés	32 731	4 892
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	37 424	31 642
<b>Total II</b>	<b>8 134 877</b>	<b>8 344 206</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-1 021 521</b>	<b>-995 150</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	14 711	23 587
<b>Total III</b>	<b>14 711</b>	<b>23 587</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>Total IV</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>14 711</b>	<b>23 587</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-1 021 521</b>	<b>-995 150</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		13 257
Sur opérations en capital	991 033	1 114 946
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>991 033</b>	<b>1 128 203</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>991 033</b>	<b>1 128 203</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 531	5 661
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>8 119 100</b>	<b>8 500 846</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>8 138 408</b>	<b>8 349 867</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-19 309</b>	<b>150 979</b>

Le CEFIPA exerce une activité de formation par apprentissage, avec le CFA Ingénieurs, qui regroupe les formations d'ingénieurs et bachelors des partenaires CESI, CNAM et EPF.

Par convention, depuis la création du CEFIPA, la gestion administrative et financière est confiée à CESI et les activités de formation aux différents partenaires pédagogiques.

Les formations suivantes sont déclinées dans le cadre du CEFIPA et en partenariat avec l'ITII IDF :

- la formation d'ingénieur généraliste diplômé du CESI,
- la formation d'ingénieur Systèmes Electriques et Electroniques Embarqués (S3E) diplômé du CESI,
- la formation Bachelor Maintenance et DATA diplômé du CESI
- trois formations d'ingénieurs diplômé du CNAM,
- la formation d'ingénieurs diplômé du CNAM spécialité Génie Nucléaire en convention avec le CESI,
- la formation d'ingénieurs diplômé de l'EPF,
- et depuis la rentrée 2022, la formation Bachelor en Ingénierie, Numérique et Stratégie Marketing diplômé de l'EPF.

La responsabilité financière et administrative de ces formations relève du CEFIPA ainsi que les fonctions de recrutement, communication, gestion administrative liée aux aspects financiers et au suivi comptable des effectifs en formation pour lesquelles le CEFIPA a mis en place une cellule transversale, dénommée « cellule commune » dont le coût est imputé par le CESI aux neuf formations au prorata de leur niveau d'activité.

La responsabilité pédagogique des différentes formations incombe à chaque établissement d'accueil qui en facture le coût au CEFIPA.

## **2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

Il n'y a pas eu d'ouverture de nouvelle section de formation en 2024.

CEFIPA continue de participer au projet France 2030 « Mona, mon apprentissage en Europe » porté par l'association Euro App Mobility (EAM), pour développer Erasmus+ dans l'alternance. Le budget a été révisé et pour le CEFIPA ce PIA financera 70% d'un budget de 491 k€ sur 4 ans.

L'année 2024 a été marquée par un contexte économique et géopolitique international instable propice à l'inflation et les fluctuations des marchés.

La guerre en Ukraine se poursuit ainsi que le conflit israélo-palestinien. N'ayant pas d'activité dans les régions concernées par les conflits, le CFA n'est donc pas directement impacté.

Les élections présidentielles aux Etats-Unis ont également suscité des préoccupations concernant la stabilité dans le monde.

En France, dans ses recherches d'économies budgétaires potentielles, le gouvernement se tourne entre autres vers l'apprentissage. L'impact reste à être évalué dans les années à venir en fonction des mesures qui seront adoptées.



### 3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE BASE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance de l'exercice conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le CEFIPA a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du PCG et les prescriptions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ces deux derniers règlements sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### 3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements et Installations	10 ans
Matériel et Mobilier	5 ans
Matériel informatique et Logiciel	3 ans

#### 3.2. Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### 3.3. Disponibilités

Les liquidités disponibles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### 3.4. Subventions

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de la durée d'amortissement des immobilisations concernées.

Les subventions liées au projet pluriannuel « Mona, mon apprentissage en Europe » sont comptabilisées :

- En produits pour la part affectée dans la convention à l'exercice 2024, les produits rattachés aux exercices suivants étant comptabilisés en produits constatés d'avance
- En fonds dédiés pour la part des financements 2024 non consommés à la clôture de l'exercice, les financements étant fléchés à ce projet spécifique.

Le solde de subvention à recevoir sur le montant total conventionné est comptabilisé dans le poste « Autres créances ».

## 4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

### 4.1. Les immobilisations

L'actif immobilisé s'élève à 13 205 890 € compte tenu des investissements réalisés sur l'exercice.

Les immobilisations ainsi acquises en 2024 s'élèvent à 336 866 € de logiciels, matériels informatiques et outillages pédagogiques se répartissant ainsi :

- 247 848 € pour les formations CESI,
- 89 018 € pour les formations CNAM,

Le CFA bénéficie par ailleurs, des moyens matériels (administratifs et pédagogiques) mis à disposition par le CESI, par le CNAM et par l'EPF.

Il y a 73 026 € d'immobilisations mises au rebut sur l'exercice 2024.

Compte tenu de la dotation aux amortissements de l'exercice de 1 226 692 € et de la mise au rebut, le cumul des amortissements s'élève à 9 606 725 €.

La valeur résiduelle de l'ensemble des investissements réalisés représente 3 599 165 €

### Variation des immobilisations incorporelles et corporelles au 31/12/2024

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Vin de poste	Vin de poste	Cession/Mise au rebut	
LOGICIEL PEDAG	20510000	347 518	73 164			9 171	411 511
LOGICIEL NON PEDAG	20520000	167 124					167 124
<b>Sous totaux Logiciel</b>		<b>514 642</b>	<b>73 164</b>	*	*	<b>9 171</b>	<b>578 635</b>
IMMOBILISATION INCORPOREL EN COURS	23280000	13 457	13 457			26 914	-
<b>Sous totaux Immo incorpo en cours</b>		<b>13 457</b>	<b>13 457</b>		*	<b>26 914</b>	<b>-</b>
<b>Total Immo incorpo</b>		<b>528 099</b>	<b>86 621</b>	*	*	<b>36 085</b>	<b>578 635</b>
MATERIELS INDUSTRIEL	21540000	2 226 503	81 730				2 308 232
MATERIEL INDUSTRIEL - NON SUBVENTIONNES	21540001	354 653					354 653
<b>Sous totaux Outillage ind.</b>		<b>2 581 156</b>	<b>81 730</b>		*	*	<b>2 662 886</b>
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS	21810000	7 121 823					7 121 823
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS - NON SUBVENTIONNES	21810001	1 434					1 434
<b>Sous totaux agencement</b>		<b>7 123 257</b>	*		*	*	<b>7 123 257</b>
MATERIEL DE BUREAU PEDAGOGIQUE	21831000	468 494	136 227				604 721
MATERIEL INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE	21834000	1 257 041	45 745			63 168	1 239 619
MATERIEL INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE - NON SUBVENTIONNES	21834001	67 055					67 055
MOBILIER DE BUREAU NON PEDAGOGIQUE	21842000	896 389				688	897 701
MOBILIER DE BUREAU ADMINISTRATIF - NON SUBVENTIONNES	21842001	32 016					32 016
<b>Sous totaux matériel et mobilier</b>		<b>2 722 995</b>	<b>181 973</b>	*	*	<b>63 855</b>	<b>2 841 113</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS - INSTALLATIONS MATERIELS OUTILLAGES	23150000	-	44 871			44 871	-
<b>Sous totaux Immo corpo en cours</b>		<b>-</b>	<b>44 871</b>	*	*	<b>44 871</b>	<b>-</b>
<b>Total Immo corpo</b>		<b>12 427 408</b>	<b>308 573</b>	*		<b>108 726</b>	<b>12 627 255</b>
<b>TOTAUX</b>		<b>12 955 507</b>	<b>395 194</b>	*	*	<b>144 811</b>	<b>13 205 890</b>

Variation des amortissements au 31/12/2024

Libellé du compte	Compte au bilan	Valeur au début de la période	Augmentation		Diminution		Valeur à la fin de l'exercice
			Acquisition	Virt de poste	Cession/Mise au rebut	Virt de poste	
AMORT. LOGICIEL PEDAG	28051000	322 082	14 838		9 171		327 748
AMORT. LOGICIEL NON PEDAG	28052000	32 509	55 708				88 217
Total Amort. Immo incorporel		354 591	70 546		9 171		415 965
AMORT. MATERIELS INDUSTRIELS	28154000	1 705 890	305 000				2 010 890
AMORT. MATERIELS INDUSTRIELS- NON SUBVENTIONNES	28154001	86 714	70 931				157 644
Sous Total Outillages Ind.		1 792 604	375 931				2 168 535
AMORT. INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS	28181000	4 153 700	533 912				4 687 612
AMORT. INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS DIVERS - NON SU	28181001	329	143				472
Sous totaux Agencement		4 154 028	534 056				4 688 084
AMORT. MATER. PEDAG	28183100	246 562	60 731				307 293
AMORT. MATER. INFO PEDAG	28183400	1 162 316	37 009		63 168		1 136 158
AMORT. MATERIEL INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE - NON SUBVENTIONNES	28183401	44 440	11 489				55 930
AMORT. MOBIL. DE BUR. NON PEDAG	28184200	683 283	130 527		688		813 122
AMORT. MOBILIER DE BUREAU ADMINISTRATIF - NON SUBVENTIONNES	28184201	15 235	6 403				21 638
Sous totaux materiel et mobilier		2 151 836	246 160		63 855		2 334 141
total Amort. Immo corpo		8 098 469	1 156 146		63 855		9 190 760
TOTAUX		8 453 060	1 226 692		73 026		9 606 725

4.2. Les créances

Les créances nettes se décomposent ainsi :

• Clients Entreprises	40 650 €
• Clients OPCO	253 337 €
• Clients Pouvoirs Publics (CNFPT) - Factures à établir	5 625 €
• Clients OPCO - Factures à établir	527 293 €
• Clients Entreprises - Factures à établir	46 497 €
• Acomptes versés aux fournisseurs CESI, CNAM, EPF	5 667 862 €
• Subvention projet MONA à recevoir jusqu'à 2026	182 974 €
• Subvention d'investissement à recevoir (OPCO 2i)	45 798 €

Total des créances 6 770 036 €

Produits à recevoir	2024
Produits à recevoir OPCO	780 631
Produits à recevoir Pouvoirs Public	5 625
Produits à recevoir Entreprise	87 147
Produits à recevoir	873 403

4.3. La trésorerie

La trésorerie est disponible auprès de la Banque CIC et se décompose au 31 décembre 2024 de la manière suivante :

Compte courant bancaire	1 542 407 €
Compte sur livret	660 106 €
Soit une trésorerie totale de	2 202 513 €

4.4. Les charges constatées d'avance

Néant.

4.5. Les fonds propres

Fonds propres	Au 01/01/2024 avant affectation de résultat	Mouvements enregistrés en 2024	Solde au 31/12/2024
Réserves pour projet de l'entité (investissements)	805 461	300 000	1 105 461
Reports à nouveau	1 015 822	-149 021	866 801
Résultat exercice antérieur	150 979	-150 979	0
Résultat de l'exercice	0	-19 309	-19 309
Subventions d'équipements nettes	3 700 441	-860 939	2 839 502
<b>Fonds propres</b>	<b>5 672 704</b>	<b>-880 247</b>	<b>4 792 456</b>

Subventions d'équipements	Au 01/01/2024	Subventions accordées	Subventions soldées	Solde au 31/12/2024
Subventions d'équipement - collectivités	1 364 094			1 364 094
Autres subventions d'investissement	8 236 062		- 73 026	8 163 035
Subventions privées d'investissement	2 326 443	130 013		2 456 456
Subventions d'équipement inscrites au résultat	- 8 226 158	- 990 952	73 026	- 9 144 083
<b>Subventions d'équipement nettes</b>	<b>3 700 441</b>	<b>- 860 939</b>	<b>- 0</b>	<b>2 839 502</b>

4.6. Les fonds dédiés

Tableau de suivi des fonds dédiés sur subventions de fonctionnement affectées :

Subvention MONA	Montant initial (compte 7400)	Subvention consommée (compte 7400)	Fonds dédiés à engager au début de l'exercice (compte 194)	Utilisation au cours de l'exercice (compte 7894)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 194)	Révision du budget global du projet (compte 7400)	PCA en fin d'exercice (compte 4879)
			A	B	C	D = A - B + C		
2022	32 310 €	32 310 €	- €		- €	- €		- €
2023	62 808 €	57 916 €	- €		4 893 €	4 893 €		268 099 €
2024	99 861 €	67 129 €	4 893 €		32 731 €	37 624 €	- 19 745 €	148 494 €
TOTAL	194 979 €	157 355 €	4 893 €	- €	37 624 €	37 624 €		

## 4.7. Les provisions pour risques et charges

Néant.

## 4.8. Les dettes

Les dettes de **7 741 633 €** se décomposent ainsi :

• Fournisseurs d'immobilisations	49 800 €
• Fournisseurs - Factures Non Parvenues	6 306 073 €
dont	
factures CESI	4 031 087 €
factures CNAM	1 309 284 €
factures EPF	912 896 €
facture projet MONA	24 296 €
honoraires CAC	21 000 €
divers	7 510 €
• Dettes fiscales et sociales	3 531 €
• Produits constatés d'avance OPCO	1 111 053 €
• PCA projet MONA	148 494 €
• Mobilité internationale	47 404 €
• Avoirs à établir	54 018 €
• Trop perçu OPCO	21 260 €

**Total des dettes****7 741 633 €**

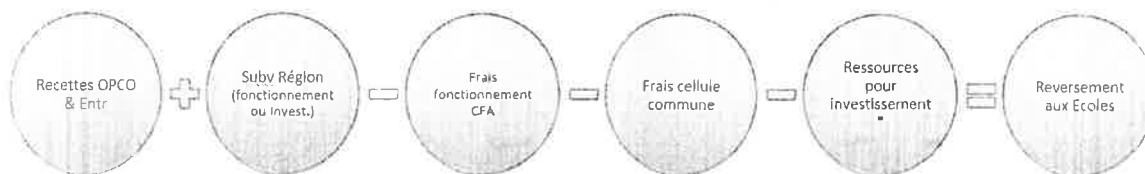
Charges à payer	2024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés *	6 355 873
Dettes fiscales et sociales	3 531
Autres dettes	0
<b>Charges à payer</b>	<b>6 359 404</b>

Produits constatés d'avance	2024
OPCO	1 111 053
Entreprise	0
Projet Mona	148 494
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>1 259 547</b>

## 5. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

### 5.1. Les charges

Compte tenu de l'évolution des financements et des nouvelles conventions de partenariat Cefipa/CNAM, Cefipa/Cesi et Cefipa/EPF, les reversements aux écoles sont calculés ainsi à compter de 2024 :



*\*Ressources nécessaires pour les investissements N de la section s'il y en a*

Le CEFIPA s'engage à reverser à l'école-partenaire le niveau de prise en charge (NPEC) versé par l'OPCO et l'éventuel reste à charge versé par l'entreprise relatifs à chaque contrat d'apprentissage :

- Dans la limite des sommes effectivement perçues par le CEFIPA au titre du contrat d'apprentissage,
- Déduction faite de la contribution financière annuelle destinée à couvrir les frais de fonctionnement du CEFIPA, hors prestations réalisées par les opérateurs pédagogiques,
- Déduction faite de la part dédiée au financement des dépenses de la cellule commune,
- Déduction faite de la contribution au financement des besoins en investissements mis à disposition de l'UFA par le CEFIPA, si cela est prévu au budget

Au titre de l'exercice 2024, la facturation des formations par l'Association CESI, le CNAM et l'EPF tous diplômes confondus, s'élève à 6 334 319 € soit 6 253 267 € au titre des neuf formations et 81 052 € au titre du projet MONA.

#### Formation Ingénieur Généraliste CESI

La facturation de la formation ingénieur Généraliste CESI s'est élevée à 2 866 820 € soit 8 635 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 332 apprentis.

#### Formation Ingénieur CESI spécialité S3E

La facturation de la formation ingénieur CESI spécialité S3E s'est élevée à 555 336 € soit 7 713 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 72 apprentis.

#### Formation Bachelor Maintenance

La facturation de la formation Bachelor Maintenance s'est élevée à 87 252 € soit 7 271 € par apprenti sur la base d'un effectif pondéré de 12 apprentis.

#### Formations Ingénieurs CNAM

Sur la base d'un effectif pondéré de 133 apprentis, la facturation des formations ingénieurs CNAM s'est élevée à :

- 178 619 € soit 1 343 € par apprenti, facturé par CESI
- 1 012 396 € soit 7 612 € par apprenti, facturé par le CNAM

### Formation Ingénieur CNAM Génie Nucléaire

Sur la base d'un effectif pondéré de 68 apprentis, la facturation des formations ingénieurs CNAM GN s'est élevée à :  
- 181 968 € soit 2 676 € par apprenti, facturé par CESI  
- 296 888 € soit 4 366 € par apprenti, facturé par le CNAM

### Formation Ingénieur EPF

Sur la base d'un effectif pondéré de 101 apprentis, la facturation de la formation ingénieur EPF s'est élevée à :  
- 132 310 € soit 1 310 € par apprenti, facturé par CESI  
- 749 824 € soit 7 424 € par apprenti, facturé par l'EPF

### Formation Bachelor EPF

Sur la base d'un effectif pondéré de 26 apprentis, la facturation de la formation bachelor EPF s'est élevée à :  
- 28 782 € soit 1 107 € par apprenti, facturé par CESI  
- 163 072 € soit 6 272 € par apprenti, facturé par l'EPF

### Projet MONA

Les charges facturées par CESI pour le projet MONA s'élèvent à 81 052 €.

### Charges directes CEFIPA

Les charges engagées directement par l'association CEFIPA s'élèvent à 1 804 089 €.

## **TOTAL DES CHARGES**

**8 138 408 €**

## 5.2. Les produits

Les produits du CEFIPA sont constitués des éléments suivants :

### 5.2.1. Produits Entreprises, OPCO et pouvoirs publics

- Entreprises
- OPCO
- Pouvoirs Publics

53 963 €  
6 310 777 €  
4 717 €

Total des produits

**6 369 457 €**

### 5.2.2. Produits de tiers financeurs

### Subventions

Des subventions ont été attribuées au CEFIPA pour l'exercice 2024 :

- Subvention du Conseil Régional d'Ile de France liée à la majoration de la prise en charge des contrats d'apprentissage 138 335 €
- Subvention liée au projet MONA (dont 32731€ de fonds dédiés non consommés) 99 860 €

Total des subventions

**238 195 €**

La subvention de fonctionnement du projet MONA porte sur le financement des frais liés à la mobilité des apprentis en Europe. Le total de cette subvention après la révision récente du budget est de 343 473 € sur 4 ans.

### Frais mobilité internationale

Des frais du référent mobilité et des frais annexes stagiaires ont été facturés aux OPCO pour un total de 501 684 €

TOTAL des produits de tiers financeurs	<b>739 879 €</b>
--	------------------

#### 5.2.3. Autres produits

- |   |          |
|---|----------|
| • Produits financiers   | 14 711 € |
| • Produits divers de gestion courante                               | 13 €     |
| • Reprises sur provision pour dépréciation créances non déductibles | 4 007 €  |
| • Produits exceptionnels divers                                     | 81 €     |

Total des autres produits	<b>18 812 €</b>
---------------------------	-----------------

#### 5.2.4. Quote-part de subventions d'équipement rapportée au compte de résultat

Quote-part 2024 des subventions d'équipement	<b>990 952 €</b>
--	------------------

<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>8 119 100 €</b>
---------------------------	--------------------

#### 5.3. Le résultat

L'exercice laisse apparaître un résultat négatif de	<b>-19 309 €</b>
---	------------------

### 6. AUTRES INFORMATIONS

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes est de 21 960 € TTC dont 18 600 € sont liés à la certification légale.

### 7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les états financiers de l'association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2024, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.